

PRIME DES FONCTIONNAIRES

Un nouveau système anti-statutaire !

Dès sa parution, Force Ouvrière a combattu la PFR (Prime de Fonctions et de Résultats) qui prônait le mérite au regard d'objectifs individuels impossible à atteindre.

Au prétexte de modifier ce système individualisé, la Ministre Marylise Lebranchu impose un nouveau système aux dérives encore plus dangereuses pour le statut et les garanties collectives des fonctionnaires.

La Ministre passe en force car ce nouveau régime indemnitaire a été rejeté par FO et 6 autres fédérations syndicales (la 8^{ème} s'abstenant) lors de sa présentation aux instances paritaires. Preuve s'il en est, une fois de plus, de ce simulacre de dialogue social prétendument partagé par les organisations syndicales.

Enfin, ce nouveau système de prime associe des modalités qui casse les statuts particuliers de corps, les garanties collectives, et qui permettent de geler pendant 4 ans toute évolution de l'indemnitaire.

La prime n'est plus liée au grade et à l'ancienneté mais à la fonction occupée. C'est donc la fonction qui va définir dans quelle catégorie indemnitaire, chaque agent est classé. A chaque catégorie indemnitaire correspondra un barème avec des montants correspondants.

L'individualisation se poursuit et même s'amplifie si on ajoute à ce système indemnitaire, la volonté de transposition d'un compte individuel de pénibilité pour les fonctionnaires.

Enfin, lors du passage à ce nouveau système ; les agents n'auront la garantie du maintien de leurs primes que la première année. Autant dire qu'en période de gel des salaires (blocage de la valeur du point d'indice) et de réduction de 54 milliards des dépenses publiques, cette garantie portée sur une seule année n'est en rien rassurante.

Force Ouvrière fait le triste constat que depuis 2007, les gouvernements se succèdent et continuent sur la même voie : gel des salaires, diminution des carrières, individualisation de la fonction publique et remise en cause des statuts.

Dans ce cadre, FO cohérent dans ses revendications maintient que seule l'augmentation du pouvoir d'achat, associée à des carrières attrayantes et des conditions de vie au travail décentes (fin des suppressions de postes et de la mobilité forcée) permettront de redonner un sens à l'action publique et ses agents.

Force Ouvrière continuera de porter ses revendications et de lutter contre l'austérité qui affaiblit la fonction publique de carrière et réduit tous les jours davantage la présence du Service public sur le territoire républicain.

Fait à Paris, le 23 mai 2014

